



LE DÉFI DES JOURS HEUREUX

FABIENROUSSEL2022.FR    

FABIEN ROUSSEL

Député du Nord, candidat à
la présidence de la République

L'été de notre avenir

Je vous souhaite un bel été. Nous avons tous besoin de respirer. Les vaccinations massives contre le virus le permettent. Mais tributaires des groupes pharmaceutiques liés à des groupes d'intérêts financiers, nous avons perdu de longs mois. Cette réalité me fait dire que la santé ne doit plus être une marchandise comme les autres, qu'elle doit être placée sous la tutelle de la nation. Il est urgent de privilégier l'intérêt général et non plus les intérêts égoïstes d'une minorité qui cannibalise des secteurs entiers de la vie. Si la France est championne d'Europe en termes de millionnaires et de dividendes versés aux actionnaires, elle compte aussi plus de 8 millions de personnes en situation de pauvreté. C'est plus qu'il y a 10 ans. C'est intenable ! Notre adversaire, c'est le capital ! L'élection présidentielle d'avril 2022 permettra de reprendre notre avenir et celui de la France en main. La France est riche. Elle est la sixième puissance d'un monde qui compte 195 pays. Elle le doit au monde du travail et de la création. Les fruits de son labeur doivent lui revenir pour vivre mieux. La France qui travaille a la capacité et le talent de développer notre pays tout en préservant la nature et d'offrir un avenir positif à la jeunesse dont je veux faire la CAUSE NATIONALE de la prochaine décennie. Une jeunesse hautement cultivée et formée, c'est la voie de la réussite de chacun et la garantie d'une France apaisée, sereine et forte.

AVEC VOUS, UN PACTE NATIONAL POUR L'AVENIR DE LA FRANCE

Je vous propose d'ouvrir de grands chantiers :

La jeunesse vit dans le moule d'un capitalisme qui n'a pas d'autres ambitions pour elle que d'être son instrument au service de l'argent.

Construisons un pacte national pour la jeunesse. Son but ? Libérer la jeunesse de ce carcan étroit et égoïste, lui rendre confiance en son avenir. Permettre à chaque jeune d'être autonome et libre de ses choix. Pour y parvenir, l'éducation et la formation doivent être portées à un niveau jamais atteint pour assurer la réussite de chacun. Un haut degré de savoir et de culture, c'est garantir l'avenir de nos enfants. C'est l'assurance pour la France d'être prête à affronter les défis du 21^e siècle.

La santé est réduite à l'état de marchandise ! Notre objectif : permettre l'accès sans conditions de ressources à tous les soins. Mettre l'industrie pharmaceutique sous tutelle de la nation est une mesure urgente.

L'alimentation est un grand marqueur des inégalités...

Pour la démocratie alimentaire ! De l'agriculteur au consommateur, de la fourche à la fourchette, conjugons nos savoir-faire et nos connaissances avec pour objectif que chacun puisse manger sain, manger bien et protéger ainsi sa santé.

L'égalité est mise à mal !

Pour l'égalité réelle sans distinction de genre, de religion, d'origine ou de couleur de peau, développons des politiques publiques contre toutes les discriminations.

La précarité envahit nos vies, la pauvreté grandit...

Valorisons le travail et la sécurisation des parcours professionnels. Pour garantir le droit à un emploi, à un salaire décent, garantir l'accès aux formations que l'évolution permanente des sciences et des techniques impose.

Pour l'emploi, pour le climat, relocalisons notre industrie !

Pour le développement d'une industrie nouvelle, de services d'excellence et d'une énergie sous maîtrise publique, ouvrons rapidement la voie au plein emploi et à une prospérité partagée.

La culture, pourtant essentielle, est malmenée.

La culture est essentielle pour l'émancipation humaine et la cohésion sociale. Elle est créatrice d'emplois, source de développement. Permettons-lui de jouer pleinement son rôle et de rester un facteur décisif de la grandeur de la France et de son attractivité.

Le gouvernement rogne **nos libertés démocratiques et nos prérogatives citoyennes...**

Pour une nouvelle République laïque et sociale, pour la démocratisation et pour le développement des pouvoirs des citoyens et des salariés, de nos quartiers à l'entreprise.

La nation est spoliée...

Faisons de la lutte contre l'évasion fiscale une priorité nationale et changeons l'utilisation de l'argent de l'État, des banques et des entreprises.

La voix de la France s'est éteinte.

Faisons de notre pays un artisan de la paix et un acteur majeur de la coopération internationale, basée sur la solidarité et sur le respect des peuples comme de leur souveraineté.

Notre Terre étouffe !

Nous entrons dans la dernière décennie où il est encore possible d'inverser la tendance dangereuse du réchauffement climatique. Changeons de système économique pour sauver le climat ! Engageons la révolution sociale et écologique, indispensable pour sauver la planète tout en luttant contre les inégalités.

Le pacte national de progrès et d'avenir sera un engagement pris avec tous les Français. Son but ? Rétablir l'égalité entre tous les êtres, vivre mieux et bien dans la sécurité quotidienne et dans la paix... Ouvrir l'ère des jours heureux.

ET POUR FINANCER TOUT ÇA ?

L'argent ne manque jamais. Lors de la crise financière de 2008, l'État a mis 360 milliards d'euros sur la table pour sauver les banques. En 2020, il a injecté 305 milliards d'euros pour faire face à la crise et la vie continue car la France est riche.

Avec ses travailleurs, ses entreprises, notre pays produit chaque année beaucoup de richesses. Plus de 2 300 milliards d'euros ! C'est énormément d'argent. Nous pourrions produire mieux et décider de l'utilisation des richesses que nous créons. Relocalisons par exemple les médicaments ou les vaccins importés, les futurs véhicules non polluants, nos biens et services numériques qui abonderaient les caisses de l'État. Relocaliser, c'est enrichir le pays.

Reconstruire des impôts justes apporterait de nouvelles recettes

Nous voulons rétablir l'impôt sur la fortune et des tranches d'impôts pour les très gros revenus, ainsi que sur les bénéfices des grandes entreprises,

aujourd'hui championnes de l'évitement fiscal. Les actifs financiers sont exonérés de l'impôt. Un impôt sur la fortune portant sur 1 % des patrimoines les plus élevés, devrait rapporter au bas mot 10 ou 15 milliards d'euros. Les entreprises de moins de 20 salariés sont imposées à 30 % mais les grandes en paient moins de 10 %. Un rééquilibrage apporterait des dizaines de milliards de recettes à l'État. La lutte contre l'évasion fiscale peut rapporter 50 et 80 milliards d'euros !

Mieux répartir la richesse produite

Pendant la crise du Covid-19, les groupes du Cac 40 ont distribué 54,3 milliards d'euros sous forme de dividendes aux actionnaires. De l'argent pris sur les salaires (un

salarié sur deux touche moins de 1800 euros par mois), les retraites, les services publics et l'investissement productif. Quant à la taxe sur les transactions financières, elle est aujourd'hui ridicule. Emmanuel Macron en a baissé le taux à 0,3 % alors qu'elle pourrait rapporter beaucoup d'argent en dissuadant de la course aux profits spéculatifs.

Financer l'investissement utile

Le rôle des banques et de la Banque centrale européenne doit changer. Quant à l'argent public qui vient couler à flots pour soutenir l'économie, il doit être versé avec des critères clairs : pas de licenciements, créations d'emplois, aides au redressement social, à des productions utiles, à la transition écologique. Ce n'est pas le profit capté par une minorité qui doit être soutenu mais le bien commun.

Parlons congés...

Pendant très longtemps, pour réparer la fatigue du travail et mieux reprendre le collier, les jours de repos étaient le dimanche et lors des fêtes religieuses. **En juin 1936, après une longue grève et l'avènement du Front populaire, deux semaines de congés payés ont été accordées. Pas seulement pour effacer la fatigue du travail mais pour soi, pour les siens, pour lire, respirer, partir, camper, voir la mer, ou tout simplement ne rien faire...**

« Notre objectif consiste à recréer le sens de la joie et celui de la dignité », c'est ainsi que Léo Lagrange, sous-secrétaire d'État aux sports et à l'organisation des loisirs sous le Front populaire, présente les premiers congés payés. Bien plus qu'une conquête sociale, ce droit au temps libre et payé est une révolution dans les esprits et dans les corps qui fera dire à Léon Blum à la fin de cette fameuse année 1936 : « la France a désormais une autre mine et un autre air. Le sang court plus vite dans un corps rajeuni... Tout fait sentir qu'en France, la condition humaine s'est relevée ».

Cette liberté jusqu'ici réservée à l'élite bourgeoise devient une réalité pour la grande multitude des travailleurs qui découvrent que la vie peut être autre chose qu'une aliénation permanente au travail. Ils découvrent qu'ils ont gagné un droit nouveau : un droit au temps... pour eux-mêmes et leurs familles, le droit de disposer de soi-même. Un droit à l'évasion que le patronat de l'époque accueillera avec une profonde amertume, arguant que si l'on se « mettait à payer les gens à ne rien faire, la France était foutue ». Tellement « foutue » que le tourisme en est devenu une activité générant près de 3 millions d'emplois !

C'est quoi les jours heureux ?

C'est partir en vacances



C'est vivre en harmonie et respecter la planète !



C'est la retraite à 60 ans et de meilleures pensions



C'est des enfants épanouis !



C'est sortir la tête de l'eau avec un meilleur travail et salaire pour vivre dignement !

